

RDCongo/Conflit

25 civils tués dans une attaque à caractère ethnique dans l'est

AFP
Goma/RD Congo

24 des victimes ont été décapitées à la machette et une - une femme - tuée par balles.

VINGT cinq civils ont été tués lors d'une attaque menée par une milice de l'ethnie nande dans une localité de l'Est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris samedi soir de source officielle.

"Au total, 25 personnes ont été tuées, décapitées à la machette par des Maï-Maï Mazembe dans le village de Kyaghala et ses environs", a déclaré à l'AFP Francis Bakundakabo, délégué local du gouverneur de la province du Nord-Kivu, précisant que "toutes ces personnes sont des civils hutus".

Selon M. Bakundakabo, la

tuerie s'est déroulée samedi entre 4h00 et 8h00 (3H00 à 7h00 au Gabon). Parmi les victimes, "24 ont été tuées à la machette et une (femme) par balles", a dit Hope Kubyu, un responsable de la société civile locale.

"Cette incursion des Maï-Maï Mazembe dans le village des hutus vient enflammer le conflit inter-ethnique dans la région", a-t-il ajouté.

Les Maï-Maï sont des groupes d'autodéfense constitués sur une base essentiellement ethnique. Le groupe Maï-Maï Mazembe est constitué des ressortissants des communautés Nande, Hunde et Kobo et s'oppose au miliciens du groupe Nyatura (hutu).

La localité de Nyanzale où le massacre a eu lieu est peuplée majoritairement de Hutu.

La dernière attaque d'envie dans la région remonte à Noël 2016 lorsque 35 civils au moins



Photo : AFP

L'est de la RDC, où ont été tués samedi 25 civils, est déchiré par des conflits armés depuis plus de vingt ans.

avaient été tués dans les attaques réciproques de miliciens des deux groupes.

Les Hutus, rwandophones, sont largement tenus pour des étrangers par les communautés se considérant comme "autochtones", comme les Nande, les Hunde ou les Kobo.

L'antagonisme entre communautés hutu et nande est exacerbé depuis plus d'un an par une

série d'attaques de villages par des milices de chaque camp dans une zone couvrant les confins des territoires de Rutsuru, Lubero et Masisi, dans le centre du Nord-Kivu.

Cette querelle sur la "nationalité" se superpose à des conflits fonciers liés à une migration vers le nord de cultivateurs hutus contraints d'abandonner leur terre du Sud de la province pour des

raisons économiques liées au prix du foncier ou sous la pression de grands propriétaires.

La province du Nord-Kivu comme l'ensemble de la région orientale de la RDC est déchirée par des conflits armés depuis plus de vingt ans.

• L'appel du pape. Le pape François a appelé hier les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) à rapidement stabiliser la situation politique dans leur pays, en condamnant particulièrement l'usage d'enfants soldats. "Nous continuons de recevoir de tristes informations d'affrontements violents et brutaux dans la région du Kasai-central de la République démocratique du Congo", a regretté le pape lors de la prière de l'Angelus sur la place Saint-Pierre du Vatican.

L'Afrique en bref

• Burundi/Crise. Mkapa veut un sommet extraordinaire de l'EAC

Le médiateur dans la crise burundaise, Benjamin Mkapa, a estimé hier qu'il était urgent de convoquer un sommet extraordinaire des chefs d'état de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) qui l'ont mandaté, pour étudier les obstacles au processus de paix au Burundi. L'ancien président tanzanien a fait cette déclaration en Tanzanie lors de la clôture de quatre jours de consultations entre les parties burundaises, mais en l'absence du gouvernement.

• Egypte-Etats-Unis/Attentats. Mort du "cheikh aveugle" Omar Abdel-Rahman

L'islamiste égyptien, le "cheikh aveugle" Omar Abdel-Rahman, condamné à la prison à vie aux Etats-Unis pour terrorisme, est décédé samedi de "causes naturelles" à 78 ans dans une prison américaine, a annoncé le ministre américain de la Justice.

• Gambie/Politique. Libération des détenus sans jugement



Le nouveau président gambien Adama Barrow (photo) a annoncé samedi la libération de tous les détenus incarcérés sans jugement dans le pays et la mise en place d'une commission d'enquête sur les disparitions sous le régime de l'ex-président Yahya Jammeh. "Des instructions ont déjà été données pour que tous ceux qui sont détenus sans jugement soient libérés", a déclaré M. Barrow, 51 ans, au cours de la cérémonie de son investiture, jour anniversaire de l'indépendance de la Gambie, au stade de l'Indépendance à Bakau, près de Banjul.

• Soudan du Sud/Conflit. Encore une démission !

Un troisième haut responsable militaire du Soudan du Sud a démissionné en une semaine, en accusant le régime du président Salva Kiir de crimes de guerre et de nettoyage ethnique, selon une lettre reçue samedi par l'AFP. Le général Henry Oyay Nyago, avocat général et directeur de la justice militaire, est le dernier en date des hauts cadres de l'armée à envoyer une lettre de démission en accusant le gouvernement d'atrocités dans la guerre civile qui dure depuis trois ans.

Zimbabwe/Politique

Mugabe ne pense toujours pas à la retraite

AFP
Harare/Zimbabwe

"Seul mon parti peut me demander de me retirer", déclare le président, 93 ans demain.

LE très controversé président du Zimbabwe Robert Mugabe a une nouvelle fois écarté hier, à quelques jours de ses 93 ans, l'idée d'un départ à la retraite en arguant qu'il ne disposait pour l'heure d'aucun successeur "acceptable".

"Seul mon parti peut me demander de me retirer, lors d'un congrès ou lors d'un comité central. Dans ce cas-là, je partirai", a déclaré M. Mugabe dans un entretien à la radio publique qui doit être diffusé à l'occasion de son anniversaire demain.

"Mais qu'est ce que j'entends ? Exactement le contraire. Ils veulent que je me représente", a-t-il ajouté, cité hier par le quotidien d'Etat Sunday Mail.

M. Mugabe dirige d'une main de fer le Zimbabwe depuis qu'il obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1980.

Sous son règne, le Zimbabwe s'est terriblement appauvri et traverse aujourd'hui une profonde crise économique qui suscite la grogne croissante de sa population, aussitôt réprimée.

Son parti, la Zanu PF a déjà désigné M. Mugabe pour briguer un nouveau mandat lors du scrutin présidentiel de 2018.

"La majorité des gens pensent qu'il n'y a personne pour me remplacer, aucun successeur possible qui leur serait acceptable, aussi ac-



Photo : AFP

Convaincu qu'il ne dispose d'aucun successeur "acceptable", le président Robert Mugabe, 93 ans demain, sera en course l'an prochain pour se succéder à lui-même à la tête du Zimbabwe.

ceptable que je le suis", a estimé le chef de l'Etat.

Vendredi, son épouse Grace Mugabe avait livré le même constat en expliquant que son époux serait réélu... même mort. "Vous verrez les gens voter pour le cadavre de Mugabe", avait-

elle lancé. Agé de 51 ans, Grace Mugabe, qui dirige depuis deux ans la Ligue des femmes de la Zanu-PF, fait partie des favorites à la succession de son mari, avec l'actuel vice-président Emmerson Mnangagwa.

Lors de son entretien, Robert Mugabe a également balayé les questions sur son état de santé.

"Bien sûr, si je sens que je n'en suis plus capable, je le dirai à mon parti pour qu'il me relève de mes fonctions. Mais pour l'instant, je pense que ce n'est pas le cas", a-t-il assuré.

La santé du plus vieux chef d'Etat en exercice de la planète et ses fréquentes visites à Singapour ou Dubaï alimentent de nombreuses rumeurs.

En 2011, WikiLeaks avait dévoilé un télégramme diplomatique américain datant de 2008 qui affirmait que l'homme fort du Zimbabwe souffrait d'un cancer de la prostate. L'an dernier, M. Mugabe, qui n'a jamais désigné de dauphin, avait assuré qu'il comptait diriger le pays jusqu'à ses 100 ans.

Somalie/Attentat

14 morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Mogadiscio

AFP
Mogadiscio/Somalie

AU moins quatorze personnes ont été tuées hier par l'explosion d'une voiture piégée à un carrefour de la capitale somalienne Mogadiscio, ont indiqué à l'AFP des responsables locaux et des témoins. "Nous avons compté qua-

torze personnes tuées et plus de trente blessées", a expliqué un responsable local des services de sécurité, Mohamed Jilibey, en soulignant que beaucoup de monde se trouvait à ce carrefour au moment de l'explosion.

"Le bilan est très lourd, plus de dix personnes ont été tuées et de très nombreuses blessées", a de son côté assuré un autre responsable des services de

sécurité Dahir Ahmed. Cet attentat est le premier de ce type à Mogadiscio depuis l'élection du nouveau président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed, alias Farmajo, le 8 février. Deux enfants avaient été tués par des tirs de mortier jeudi, le jour de la passation de pouvoir entre Farmajo et son prédécesseur.

L'attaque d'hier a visé un carrefour très animé du

quartier de Madina, dans le sud de la capitale, où se trouvaient de nombreux commerçants, des civils faisant leurs courses et des militaires de faction.

"Il y a beaucoup d'échoppes le long de la route, des petits commerces, des restaurants, des maisons de thé", a expliqué à l'AFP un témoin, Sumayo Moalim, selon lequel l'explosion a fait une vingtaine de morts, pour

la plupart des civils. Ce type d'attentat est généralement attribué par les autorités aux militants islamistes shebab, chassés de la capitale en 2011, mais qui continuent de contrôler de vastes zones rurales et de mener des attaques contre les militaires somaliens et ceux de la force de l'Union africaine (Amisom), forte de 22 000 hommes.